



YouTube



Dimanche

8 juin 2025

16 pages

No. 677

GRATUIT

Budget 2025-2026



Une rupture assumée, une vision affirmée

- Navin Ramgoolam : « Ce budget marque une rupture, mais pas brutale »
- Vinaye Ancharaz : « Un tournant réformiste avec une bonne dose de compassion »
- Takesh Luckho : « Ce budget met en place un modèle de croissance structuré, avec des vecteurs clairs comme l'innovation, les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle »
- Narendranath Gopee : « Un plan structurant pour remettre notre économie sur les rails »
- Geerishsing Gopaul : « C'est un budget que la population peut assimiler »

Ng Sui Wa vs. Femi Publishing & Ors

We have taken note of the judgment of the Intermediate Court delivered on 21 March 2025 in favour of Mr. Dick Ng Sui Wa in the matter of Ng Sui Wa vs. Femi Publishing & Ors [2025 INT 88] regarding an article that we published on 24 April 2022. In compliance with the said judgment, we hereby extend our apology to Mr. Ng Sui Wa.

Téléchargez

votre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



Un budget d'équilibre pour reconstruire un pays abîmé

Face à une situation financière et institutionnelle catastrophique léguée par l'ancien gouvernement de Pravind Jugnauth, le Premier ministre Navin Ramgoolam n'avait pas d'autre choix que de proposer un budget de redressement. Ce budget d'équilibre, loin d'être un simple exercice comptable, est une décision responsable et courageuse qui vise à reconstruire les fondations d'un pays affaibli par des années de mauvaise gouvernance, de gaspillages flagrants et de dérives budgétaires.

Les faits parlent d'eux-mêmes. La dette publique a explosé pour atteindre Rs 642 milliards (90 % du PIB). Le déficit budgétaire a été multiplié par presque trois, atteignant 9,8 % du PIB au lieu des 3,4 % annoncés par Renganaden Padayachy. La CSG, censée garantir les pensions, a été vidée de sa substance, détournée de sa mission, et laisse aujourd'hui un trou de Rs 9 milliards dans les finances publiques. Les cas de gaspillage recensés - 'Pack & Blister', contrat douteux de Rs 30 milliards de la STC à 'Mercantile Maritime Ltd' (MM), prêt de Rs 1,65 milliard par la MIC à l'hôtel Maradiva de Kobita Jugnauth et de son frère Sanjiv Ramdane, explosion des coûts pour la rénovation du 'Cotton Bay Hotel' à Rodrigues, placements irresponsables de fonds publics dans 'Silver Bank', financements opaques à 'Pulse Analytics' ou 'Voila Brand Vision Ltd', les millions et milliards de roupies dont ont bénéficié les 'blue eyed boys' Satar Hajee Abdoula et Avinash Gopee à travers des prestations et des contrats, entre autres - illustrent l'étendue des dégâts.

Dans ce contexte, repousser l'âge de la retraite de manière graduelle à 65 ans était certes une mesure impopulaire, mais inévitable. Le gouvernement Ramgoolam a choisi d'affronter cette réalité au lieu de la maquiller. Ce n'est pas un choix de convenance politique, mais une nécessité structurelle pour garantir la viabilité de notre système de protection sociale dans les années à venir. L'explosion des dépenses liées au vieillissement de la population, combinée à l'effondrement du système de pension hérité de l'ancien régime - en particulier l'épuisement prématuré des fonds de la CSG - a créé une bombe à retardement budgétaire.

Le gouvernement Ramgoolam a fait le choix courageux de ne pas transmettre ce fardeau aux générations futures. En agissant aujourd'hui, il protège les droits sociaux de demain. Maintenir l'âge de la retraite à 60 ans dans un pays où l'espérance de vie dépasse les 75 ans, et où le ratio entre actifs et retraités se réduit d'année en année, aurait été un trahison envers les jeunes Mauriciens. Ce sont eux, les jeunes travailleurs d'aujourd'hui, qui auraient été appelés à financer des



pensions insoutenables, au prix d'une pression fiscale accrue, d'une réduction des services publics et d'une dette nationale hors de contrôle.

En ajustant graduellement l'âge de la retraite à 65 ans, le gouvernement envoie un message clair : nous ne sacrifions pas l'avenir pour préserver un confort immédiat. Ce n'est pas un recul social, mais un réalignement nécessaire pour garantir la justice intergénérationnelle. Ce choix difficile permet de sauvegarder le système de retraite, d'éviter l'effondrement des pensions, et de donner au pays les moyens de continuer à investir dans la santé, l'éducation, le logement et la création d'emplois. Ce n'est pas un sacrifice imposé à sens unique, mais une solidarité nationale organisée autour d'une vision lucide : celle d'un avenir plus juste, plus durable, et équitablement partagé entre toutes les générations.

Cependant, ce virage nécessaire a été contrebalancé par des mesures concrètes de compassion et de justice sociale. Loin de délaissier les plus vulnérables, le gouvernement a maintenu - et dans certains cas augmenté - les allocations sociales essentielles. Le revenu minimum garanti de Rs 20 000 pour les employés à temps plein a été prolongé. Les pensions ont été maintenues pour les bénéficiaires du 'Basic Widows Pension' et du 'Basic Invalid Pension' même en attendant le nouvel âge légal. De plus, un fonds de stabilisation des prix de Rs 10 milliards, dont Rs 2 milliards dès cette année-ci, a été mis en place pour lutter contre l'inflation et protéger le pouvoir d'achat des familles modestes, conformément à ce qu'avait promis l'Alliance du Changement dans son manifeste électoral.

Les allocations CSG ne seront pas supprimées d'un seul coup en juin 2025, comme l'avait prévu l'ancien gouvernement MSM, mais seront 'phased out' graduellement. Les familles enregistrées au 'Social Register of Mauritius' continueront de bénéficier d'aides ciblées, incluant le logement, le

transport et l'accès gratuit à l'internet. L'abolition de la TVA sur certains produits de base et le renforcement des contrôles sur les pratiques commerciales abusives témoignent également d'une volonté claire de protéger les consommateurs face à la cherté de la vie.

Ce budget est donc un acte de responsabilité nationale, un tournant nécessaire vers une gouvernance intègre et équitable. Il n'est pas dicté par le populisme, mais par une vision claire et ambitieuse pour l'avenir de Mauricie. Se confiant à l'Express avant la présentation du budget, il avait donné le ton : « Ce sera un exercice particulièrement difficile et c'est pour cette raison que j'ai moi-même pris le portefeuille des Finances. Je ne voulais pas imposer cette tâche ingrate à quelqu'un d'autre. Après tant d'années en politique, d'échecs et de traversées du désert, je pense avoir les épaules assez larges pour encaisser les critiques à venir ». C'est clair. Il savait ce qu'il risquait. Il s'attendait au déluge des critiques. Mais il a néanmoins décidé d'assumer l'entière responsabilité de cette décision audacieuse. Son courage politique, en assumant des décisions difficiles tout en gardant un souci sincère des plus fragiles, mérite d'être salué.

Dans cette dynamique de redressement, le Dr Navin Ramgoolam a aussi posé les bases d'un nouveau modèle économique, centré sur la relance de la productivité. Trois piliers structurent cette stratégie ambitieuse : la recherche et l'innovation, la réorientation des ressources et l'investissement transformationnel. En encourageant la recherche appliquée, en intégrant l'intelligence artificielle dans les services publics et dans l'économie, en valorisant davantage le travail féminin, ou encore en repensant l'usage des terres agricoles, l'État donne un nouveau souffle à des secteurs clés longtemps négligés. Cette approche vise non seulement à créer des emplois de qualité pour nos jeunes, mais aussi à réconcilier croissance économique et justice sociale, en stimulant la compétitivité de l'économie mauricienne sans sacrifier les plus vulnérables.

Reconstruire un pays ne peut se faire sans vérité, sans rigueur, et sans justice. Il ne s'agit pas simplement de réparer les dégâts du passé, mais de poser les fondations solides d'un pont vers l'avenir - un avenir plus stable, plus équitable, et plus prospère. Ce budget n'est pas une fin en soi, mais un pont qui reliera les sacrifices d'aujourd'hui aux espoirs de demain. C'est un acte de foi dans notre capacité à dépasser les épreuves, à renouer avec l'exigence d'une gouvernance responsable, et à offrir à notre jeunesse un pays enfin tourné vers le progrès durable. C'est cela aussi le changement. Qu'on le veuille ou pas.

Budget 2025-2026

Une rupture assumée, une vision affirmée

On attendait un changement de ton. Ce fut un changement de cap. Avec la présentation du Budget 2025-2026, le gouvernement Ramgoolam n'a pas seulement esquissé les contours d'une relance : il a posé les fondations d'une rupture claire, cohérente et assumée après une décennie d'immobilisme institutionnel et une gestion sans vision à long terme. Loin des effets d'annonce budgétaires sans lendemain, ce premier Budget marque une inflexion sérieuse vers la refondation économique, sociale et politique de Maurice.

Fini le temps des budgets électoralistes aux allures de liste de courses sociales. Le Budget 2025-2026 s'inscrit dans une logique de réformes structurelles profondes, avec une triple ambition : stabiliser les finances publiques, réduire la dette, et préparer la transition vers une économie innovante et résiliente. L'objectif est clair : ramener la dette publique à 75 % du PIB d'ici la fin du mandat, avec un objectif à long terme de 60 %, tout en atteignant une croissance réelle de 4 à 5 %.

Pour cela, le gouvernement adopte une stratégie à deux piliers : la rationalisation des dépenses publiques et la réforme du système de revenus.

- Un programme de viabilité financière des organismes publics sera mis en œuvre, accompagné de fusions, désinvestissements et réductions de gaspillage, avec une économie visée de Rs 5 milliards sur trois ans.
- Le financement d'une partie de la dette sera assuré par les revenus exceptionnels issus de l'accord sur les Chagos.
- Le système de pension sera revu en profondeur, avec la création d'un Nouveau Fonds National de Pension, le rehaussement progressif de l'âge de la BRP à 65 ans, et la suppression progressive des allocations liées à la CSG, tout en maintenant des dispositifs pour les ménages les plus vulnérables.



Un exercice d'équilibriste lucide, loin des facilités politiques

Alors qu'un budget austère ou déconnecté des réalités sociales était redouté, ce qui a été livré est un exercice d'équilibre exigeant. Pas de dérives dépensières. Pas de clientélisme déguisé. Mais un effort sérieux pour concilier discipline fiscale et justice sociale : maintien du revenu minimum garanti de Rs 20 000, soutien aux ménages à faibles revenus, et mesures ciblées pour amortir les effets de l'inflation.

Le message est fort : il ne s'agit plus de plaire, mais de bâtir sur des fondations solides, avec pour boussole la soutenabilité. Ce budget est populaire par sa philosophie, pas par ses promesses.

Un virage vers l'innovation, le digital et l'économie bleue

L'un des aspects les plus marquants du Budget 2025-2026 est son pari sur l'innovation comme levier de croissance. Cela passe par :

- La création de l'Institut National de Recherche et d'Innovation,
- Des plans de R&D obligatoires pour toutes les entreprises publiques,
- Une dotation de Rs 200 millions pour financer des projets de recherche à fort impact,

- La digitalisation des services publics, le développement de l'intelligence artificielle dans l'administration, et l'intégration de modules IA dans les programmes scolaires.

L'axe stratégique s'étend aussi à la cybersécurité, à l'ouverture aux laboratoires de recherche étrangers via des incitations ciblées, et à la promotion d'un tissu entrepreneurial innovant grâce à des déductions fiscales pour les PME investissant dans l'IA.

Vers un État-Océan : faire de la géographie une force

Le budget confirme aussi un changement de paradigme géopolitique. Loin d'être cantonnée à une rhétorique diplomatique, la notion d'État-Océan devient un axe structurant de l'action gouvernementale. Grâce à l'accord sur les Chagos et l'élargissement de sa zone économique exclusive, Maurice entend capitaliser sur sa position maritime pour développer l'économie bleue, renforcer sa souveraineté énergétique et redéfinir sa stratégie de croissance.

Réformes fiscales : une assiette plus large et plus équitable

Le système fiscal n'échappe pas à la refonte :

- Réintroduction des droits d'accise sur les véhicules

électriques et hybrides,

- Augmentation des taxes et frais liés aux véhicules pour désengorger les routes et contenir la pression sur les réserves en devises,
- Élargissement de l'assiette TVA, en abaissant le seuil d'enregistrement à Rs 3 millions, et en taxant les services numériques étrangers dès janvier 2026.

Ces réformes visent une fiscalité plus verte, plus équitable, et mieux alignée sur les enjeux de l'économie numérique.

Une relance institutionnelle et démocratique en toile de fond

Au-delà des chiffres, ce Budget marque aussi un tournant institutionnel et politique. L'annonce de la création d'une Commission Constitutionnelle pour repenser le modèle électoral, la réaffirmation de l'indépendance du DPP, ou encore les efforts pour restaurer un équilibre entre les pouvoirs signalent un retour à l'État de droit et à la transparence.

Ce Budget ne séduira ni les cyniques, ni les impatientes. Il ne promet pas des miracles, mais propose un chemin clair, cohérent, courageux. Il engage Maurice dans une transition nécessaire, même si complexe. Les choix faits ne sont pas faciles, mais ils sont assumés — et c'est là toute la différence. Pour la première fois depuis longtemps, on a le sentiment que le pays ne regarde plus dans le rétroviseur. Il regarde devant.

Ng Sui Wa vs. Femi Publishing & Ors

We have taken note of the judgment of the Intermediate Court delivered on 21 March 2025 in favour of Mr. Dick Ng Sui Wa in the matter of Ng Sui Wa vs. Femi Publishing & Ors [2025 INT 88] regarding an article that we published on 24 April 2022. In compliance with the said judgment, we hereby extend our apology to Mr. Ng Sui Wa.

Vinaye Ancharaz : « Un tournant réformiste avec une bonne dose de compassion »

Le Budget 2025-2026 n'est pas un budget comme les autres. Il marque, selon l'économiste Vinaye Ancharaz, un tournant décisif dans la manière dont le pays envisage son avenir économique, social et institutionnel. Pour la première fois depuis longtemps, il ne s'agit ni de séduire l'électorat par des mesures populistes, ni de dissimuler la gravité des déséquilibres économiques. Il s'agit, dit-il, d'un acte de rupture lucide, nécessaire — et enfin assumé.

Vinaye Ancharaz souligne d'emblée la clarté de la vision gouvernementale : « Ce budget repose sur un nouveau modèle économique articulé autour de trois piliers : la relance économique, un nouvel ordre social et la consolidation fiscale », précise-t-il. La relance économique, premier pilier, s'appuie sur une série d'interventions sectorielles : agriculture, industrie, technologies de l'information, exportations. « Le budget intègre par exemple le blueprint numérique lancé récemment, avec des mesures concrètes et des financements alloués pour accélérer sa mise en œuvre », explique-t-il. Mais l'économiste prévient : l'essentiel ne se trouve pas toujours dans le discours officiel. « Le budget lu en séance est très condensé. Pour comprendre les vraies mesures, il faut aller dans les annexes. C'est là que se trouvent les détails sur la sécurité alimentaire, le soutien aux PME, ou encore les mesures d'investissement », souligne-t-il.

Le second pilier, et probablement le plus stratégique selon Vinaye Ancharaz, est celui de la consolidation des finances publiques. « Le véritable moteur de ce budget, c'est la rigueur budgétaire. Le gouvernement veut envoyer un message fort aux institutions comme le FMI et surtout Moody's », affirme-t-il. Il rappelle que Moody's a récemment dégradé les perspectives de la note souveraine de Maurice, la faisant passer de stable à négatif. Un signal d'alarme : « Si un nouveau déclassé survient, ce serait catastrophique pour un pays comme le nôtre, qui repose sur la confiance des

marchés financiers et des investisseurs internationaux », dit-il. Dans cette perspective, les annonces budgétaires ne sont pas seulement locales : « Elles sont aussi diplomatiques. Elles disent au monde que Maurice est prête à assainir ses comptes, à se réformer et à restaurer sa crédibilité ».

Un point d'inflexion majeur, selon lui : la réforme du système de pension universelle, que de nombreux gouvernements avaient jusque-là refusé d'aborder. « On a touché à un sujet tabou : la pension. Jusqu'ici, on recevait la pension à 60 ans, tout en pouvant travailler jusqu'à 65. C'était une anomalie. Le gouvernement aligne désormais l'âge de la pension sur celui de la retraite, soit 65 ans », résume-t-il. Il salue la méthode : « C'est une réforme introduite progressivement. Elle ne coupe pas brutalement l'accès aux droits. Ceux qui ont 60 ans cette année recevront leur pension, mais à partir de l'année prochaine, l'âge d'éligibilité augmentera graduellement ». Selon lui, cette réforme était inévitable. « Cela fait plus de 20 ans que la Banque mondiale alerte sur l'insoutenable du système dans un pays vieillissant. Aujourd'hui, il y a de moins en moins de cotisants, et de plus en plus de bénéficiaires. Il fallait rééquilibrer le système ».

Loin des politiques de distribution généralisée du passé, le budget 2025-2026 s'oriente vers une aide sociale ciblée, recentrée sur les plus vulnérables. « Le gouvernement consacre Rs 660 millions pour aider 7 000 familles enregistrées sur le Social Register of Mauritius. C'est une approche plus rigoureuse, plus équitable aussi », explique l'économiste. Concernant le revenu minimum garanti, il souligne une continuité avec des ajustements progressifs : « Les Rs 2 000 versées pour compléter les revenus jusqu'à Rs 20 000 sont maintenues cette année. Mais le gouvernement prévoit une réduction progressive l'année prochaine, jusqu'à la



suppression complète. Cela se fait en douceur, pas de manière brutale ».

Côté entrepreneuriat, Vinaye Ancharaz salue la réorientation des marchés publics en faveur des PME : « Les contrats de moins de Rs 50 millions leur seront désormais réservés, avec une marge de préférence

de 30 %. C'est une mesure très favorable pour le tissu économique local », affirme-t-il. Il évoque également les incitations fiscales pour les PME investissant dans l'IA et les nouvelles technologies, et les mesures de soutien à l'exportation pour les petites structures. « Cela montre une volonté de faire monter en gamme nos petites entreprises, et de les intégrer pleinement dans la transition économique du pays », juge-t-il.

Enfin, l'économiste exprime sa satisfaction quant au retour de l'économie bleue dans les priorités nationales. « Ce secteur a été négligé trop longtemps. Or, Maurice a un potentiel maritime considérable », rappelle-t-il. Il mentionne l'initiative d'une Assise de l'Océan, qui jettera les bases d'une stratégie intégrée autour de la pêche durable, de l'aquaculture, du tourisme océanique, des énergies renouvelables marines et de la finance bleue. « Il ne s'agit pas que de discours. Une feuille de route claire est en préparation, avec des mesures concrètes », ajoute-t-il.

Vinaye Ancharaz conclut sur une note d'équilibre : « Ce budget est réformiste, mais il ne sacrifie pas la dimension humaine. Il est axé sur la rigueur, oui, mais avec une bonne dose de compassion », affirme-t-il. Malgré certaines mesures impopulaires — hausse des taxes sur les véhicules, réforme des pensions — il estime que « ce n'est pas un budget qui bouscule la population de manière brutale. Il garde le cap de la réforme sans négliger les plus fragiles ». Un budget de rupture, selon lui, mais aussi un budget de responsabilité.

Takesh Luckho : « Un budget responsable »

Takesh Luckho, économiste, constate une véritable rupture par rapport aux exercices budgétaires précédents. Selon lui, ce budget s'inscrit dans une logique de transformation structurelle, avec un modèle économique enfin cohérent, stratégique et orienté vers l'avenir. Pour la première fois depuis plusieurs années, le pays semble bénéficier d'une vision budgétaire à long terme.

« Les anciens budgets étaient décausés, sans vision, fondés sur la consommation et l'inflation. On annonçait des concepts comme l'économie bleue, verte ou argentée, mais sans suite ni stratégie cohérente », affirme Takesh Luckho. En contraste, « ce budget met en place un modèle de croissance structuré, avec des vecteurs clairs comme l'innovation,

les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle. Ce sont ces secteurs qui mènent l'économie mondiale, et Maurice doit suivre cette trajectoire », explique-t-il. Il salue la cohérence d'ensemble : « Ce budget n'est que la première étape d'un plan étalé sur trois ans. Il s'inscrit dans une stratégie gouvernementale à long terme qui vise la cohérence et la continuité ».



L'économiste rappelle que le pays est sous pression de la part du FMI et de Moody's :

« Les chiffres étaient préoccupants, la dette réelle explosait. L'économie était sous surveillance internationale, il devenait urgent d'engager une consolidation fiscale ». Cependant, selon lui, le gouvernement a su faire preuve d'équilibre : « Il y a eu un vrai effort pour concilier rigueur budgétaire et protection sociale. Le Premier ministre a choisi de maintenir certaines allocations, pourtant appelées à disparaître, sur une base humanitaire ». Cette approche prouve que même sous contrainte, il est possible d'adopter une logique budgétaire responsable tout en tenant compte des difficultés sociales et économiques de la population.

Concernant la pension vieillesse, Takesh Luckho dénonce une anomalie persistante : « Il y a un déséquilibre quand une personne perçoit un salaire, la pension vieillesse et en plus tous les avantages liés au statut de senior citizen. C'est une incohérence qu'il faut corriger ». Il précise : « L'objectif n'est pas uniquement d'augmenter l'âge de la pension, mais de revoir entièrement le système. Un comité va être mis en place pour réformer la CSG et le NPF, afin de rendre le dispositif plus efficace et soutenable, au bénéfice de la population dans son ensemble ». Cette réforme, hautement sensible, sera introduite de manière progressive : « Ce changement ne se fera pas du jour au lendemain, il faut rassurer les citoyens : leur bien-être est une priorité pour le gouvernement », insiste-t-il.

Takesh Luckho estime que les travailleurs sortent gagnants de ce budget : « La réforme fiscale élargit le seuil d'imposition à Rs 500 000. Désormais, près de 80 % de la population active ne paiera pas d'impôt ». Il ajoute : « Les mesures pour le pouvoir d'achat sont concrètes : suppression de taxes sur les produits essentiels, création d'un fonds de stabilisation de Rs 2 milliards, nouveau rôle de la STC. Ce sont des leviers significatifs pour soulager le quotidien des familles ». Pour les PME, il insiste sur la modernisation comme condition de survie : « Plusieurs dispositifs existent pour accompagner les entreprises dans leur digitalisation, leur accès à l'exportation, et leur intégration dans l'économie de demain. C'est essentiel ».

L'économiste souligne la pertinence du virage vers les nouvelles technologies : « L'IA, la recherche, l'ICT, ce sont les nouveaux moteurs économiques. Maurice doit rattraper son retard. Des pays comme le Ghana ou le Botswana nous devançant déjà ». Il voit aussi dans l'économie bleue un axe de diversification stratégique pour l'avenir : « Nous avons ignoré ce secteur trop longtemps. Il est temps de le structurer, d'y investir, et d'en faire un pilier de croissance ».

En guise de conclusion, Takesh Luckho prévient : « Le principal défi sera de tenir les engagements sociaux tout en respectant nos obligations internationales. Il faudra réussir sur les deux fronts, sans compromis ». Pour lui, « ce budget est responsable, humain, et porteur d'une vision à long terme ». Un budget de réforme, oui, mais aussi un budget d'espoir et de redressement.

Patrick Assirvaden : « Un Premier ministre et un ministre des Finances qui a du cœur »

Le Budget 2025-2026, présenté par le Premier ministre et ministre des Finances, est salué comme un tournant décisif pour le pays par plusieurs membres du gouvernement. Pour Patrick Assirvaden, ministre de l'Énergie et des Utilités publiques, il s'agit d'un « budget de l'alliance du changement », conçu pour redresser un pays laissé en ruines.

« Nous sommes en train de reconstruire sur des ruines. Le pays dont nous avons hérité du précédent gouvernement, du MSM, était à genoux. Tous les secteurs étaient en difficulté, en situation d'échec », affirme le ministre, tout en saluant les signes d'une relance progressive : « Je suis heureux d'entendre le Premier ministre dire que les pôles de croissance commencent à émerger. C'est un signal fort. »



Patrick Assirvaden insiste également sur la nature transitoire des mesures d'ajustement annoncées : « Ce qui est important, c'est que le Premier ministre a précisé que ces mesures sont temporaires : certaines dureront trois ans, d'autres deux ans, voire une seule année. Cela démontre une gestion responsable, équilibrée entre rigueur et compassion. » Il se réjouit surtout du caractère profondément humain de ce budget : « C'est un Premier ministre et un ministre des Finances qui a du cœur. Il a épargné les personnes les plus vulnérables, celles qui sont tout en bas de l'échelle. » Et d'ajouter, avec conviction : « En même temps, ceux qui en ont les moyens, les secteurs qui peuvent contribuer davantage, comme certaines banques ou grands groupes, devront faire cet effort national. »

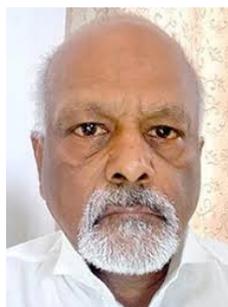
Rajesh Bhagwan : « L'histoire retiendra le courage de Navin Ramgoolam et de son équipe »

Dans le même élan, Rajesh Bhagwan, ministre de l'Environnement, met en avant l'unité de l'équipe gouvernementale et le courage politique démontré par Navin Ramgoolam. Il abonde dans le sens de Patrick Assirvaden sur le fait que c'est un budget de l'Alliance du Changement. « Ce budget a été préparé collectivement, avec le Premier ministre Navin Ramgoolam, Paul Bérenger, et tous nos camarades. Nous avons hérité d'un pays malmené, d'un gouvernement précédent qui a causé des ravages dans tous les secteurs. La population est témoin des fraudes, des dilapidations, des milliards gaspillés. Aujourd'hui, nous redressons la barre. » Il évoque aussi un budget porteur d'espoir pour



les générations futures : « Ce budget regarde vers l'avenir. En tant que vétéran, je peux dire que cela me rappelle les grandes périodes de réforme et de reconstruction. L'histoire retiendra le courage de Navin Ramgoolam et de son équipe. » Rajesh Bhagwan insiste enfin sur l'authenticité de la démarche : « Nous avons dit la vérité sur l'état de l'économie. Aujourd'hui, nous prenons des décisions difficiles, mais justes, en étant solidaires avec les plus modestes. Ceux qui réalisent d'énormes profits devront, eux aussi, contribuer. » Et de conclure : « Nous gouvernons avec responsabilité. Quand viendra le moment de transmettre le flambeau, nous laisserons un héritage solide. C'est un budget de redressement, un budget d'avenir. »

Narendranath Gopee : « Un plan structurant pour remettre notre économie sur les rails »



De son côté, Narendranath Gopee, négociateur de la 'Federation of the Civil Service and Other Unions' (FSCOU), se montre résolument confiant dans la portée du budget. « C'est un budget très contextuel, conçu en tenant compte des ressources disponibles. Contrairement aux craintes exprimées avant sa présentation, il ne s'agit pas d'un budget difficile, mais bien d'un plan structurant pour remettre notre économie sur les rails. »

Selon lui, plusieurs mesures montrent une volonté claire de restaurer la cohésion sociale : « Certaines dispositions sont très positives, notamment en ce qui concerne la reconstruction du contrat social. Ce lien, abîmé ces dernières années, commence à être réparé. » Il ajoute avec enthousiasme : « C'est, à première vue, un budget prometteur, conçu dans l'intérêt des citoyens, en particulier des plus modestes. »

Geerishsing Gopaul : « C'est un budget que la population peut assimiler »

À la suite de la présentation du Budget 2025-2026, les réactions du monde syndical traduisent une prise de conscience des contraintes économiques du pays, mais aussi un certain optimisme quant aux mesures de soutien annoncées. Pour certains leaders syndicaux, ce budget marque une volonté de stabilisation et de reconstruction sociale.

Geerishsing Gopaul, secrétaire de la 'Government Services Employees Association' (GSEA), souligne que les grandes lignes de ce budget étaient en quelque sorte prévisibles. « Nous étions psychologiquement préparés au budget présenté jeudi, depuis la proclamation des résultats des élections générales de novembre. Les actions du gouvernement et le message du Premier ministre du 1er janvier allaient déjà dans ce sens. » Il

se réjouit que les craintes d'un démantèlement brutal des allocations sociales ne se soient pas confirmées : « La population redoutait que toutes les aides soient supprimées, mais cela n'a pas été le cas. Certaines mesures ont été maintenues, au moins à court terme. C'est un budget que la population peut assimiler. »

Il émet toutefois des réserves sur le volet du recrutement public : « Nous espérons un grand plan d'embauche dans la fonction publique, mais au contraire, certains postes ont été supprimés. La question se pose alors : comment garantir un service public de qualité sans ressources humaines suffisantes ? » Il reconnaît cependant les efforts faits en matière d'innovation :



« Les investissements dans l'intelligence artificielle dans les services publics sont les bienvenus, à condition qu'ils ne se substituent pas au besoin de personnel qualifié. »

Sur la pension vieillesse progressivement alignée sur 65 ans, il adopte un ton équilibré : « C'est une mesure qui a ses avantages et ses inconvénients. Certaines personnes continuent de travailler après l'âge de la retraite et perçoivent une pension en parallèle. Il est légitime de se demander si ce cumul est toujours justifié. » Il appelle également à une approche plus globale du recrutement dans le secteur de la santé : « Le recrutement de 1 000 infirmiers est une bonne chose, mais il faudrait aussi penser aux autres corps de métier essentiels. »

Tableau récapitulatif des principales mesures du Budget 2025-2026

Domaine	Mesures principales
Économie et finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la dette publique à 75 % du PIB d'ici 3 ans, objectif à long terme : 60 % - Création d'une nouvelle loi de responsabilité budgétaire - Utilisation des fonds de l'accord des Chagos pour rembourser la dette
Fiscalité	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse du seuil d'enregistrement TVA à Rs 3M - TVA sur services numériques étrangers dès 2026 - Hausse des taxes sur les véhicules, fin d'exemptions pour les voitures électriques/hybrides - Droit d'accise augmenté (45 à 100 %)
Innovation et numérique	<ul style="list-style-type: none"> - Création de l'Institut national de recherche et d'innovation - Rs 200M pour projets de recherche ministériels - Mise en place d'un Data Centre gouvernemental - Lancement du programme IA pour les services publics
Pensions et aides sociales	<ul style="list-style-type: none"> - Refonte du système de pension : fin progressive des aides liées à la CSG - Âge de la pension de base relevé à 65 ans (progressivement) - Maintien du revenu minimum garanti à Rs 20 000 pour les salariés à temps plein
Petites entreprises / Start-ups	<ul style="list-style-type: none"> - Allègement fiscal (jusqu'à Rs 150 000) pour les PME investissant dans l'IA - Nouveau « Innovative Mauritius Scheme » pour stimuler l'innovation - Accès facilité à l'exportation avec le programme « En Route Vers l'International »
Travail et emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Réforme du droit du travail : encouragement du télétravail et travail flexible - Formation et reconversion : Rs 550M pour la montée en compétences - Recrutement facilité de travailleurs étrangers qualifiés
Transport	<ul style="list-style-type: none"> - Achat de 105 bus électriques d'ici janvier 2026 - Système de paiement sans contact et de gestion de flotte dans les bus - Création d'un nouveau plan de routes et de stationnement intelligent
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> - Modernisation du programme scolaire avec l'IA obligatoire dans le supérieur - Sensibilisation contre le cyberharcèlement et les drogues à l'école - Rs 438M pour rénover les infrastructures scolaires
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Création de centres spécialisés pour le diabète - Numérisation des dossiers médicaux et audits cliniques - Nouveaux services en ophtalmologie, cardiologie et neurochirurgie à Flacq
Écologie et durabilité	<ul style="list-style-type: none"> - Programme « Waste-to-Wealth » pour valoriser les déchets - Dépôt remboursable de Rs 5 sur les bouteilles en plastique - Soutien aux projets agricoles innovants (Rs 800M) et à la sécurité alimentaire
Institutions et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Réforme des entités publiques : fusions, fermetures, recentrage des missions - Création d'un Comité Constitutionnel pour réviser le système électoral - Encadrement renforcé de la cybersécurité et de la protection des données
Soutien au pouvoir d'achat	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un Fonds de Stabilisation des Prix (Rs 10 milliards) - Retrait de la TVA sur certains aliments (nourriture bébé, légumes en conserve) - Surveillance renforcée des prix (système de suivi numérique)

Navin Ramgoolam : « Ce budget marque une rupture, mais pas brutale »

Dans une interview exclusive accordée à la MBC ce vendredi, le Premier ministre et ministre des Finances, Navin Ramgoolam, est revenu en toute transparence sur la philosophie, les défis et les grandes orientations du Budget 2025-2026, présenté deux jours plus tôt à l'Assemblée nationale. Dans un style direct, il assume un virage budgétaire important, motivé par l'état critique des finances publiques et la volonté de poser les bases d'une économie plus saine, plus moderne et plus juste.

Un héritage économique lourd

« La première chose que nous avons dû faire c'est un état des lieux pour connaître la situation. Et cela prend beaucoup de temps, mais moins d'un mois après ma prestation de serment, nous avons présenté un premier rapport. Jusqu'à l'heure nous continuons de trouver des squelettes dans le placard. Et on ne parle pas de millions là, mais de milliards. Quand nous avons évalué les chiffres des ministères et paraétatiques, nous avons constaté que beaucoup d'entre eux avaient été faussés. L'ancien gouvernement a laissé le pays en ruine. L'État mauricien faisait naufrage, il n'y a pas d'autre mot ! La dette publique atteignait Rs 642 milliards, soit 90 % du PIB. L'ancien régime MSM a laissé une dette de Rs 550 000 sur la tête de chaque mauricien. Ils ont laissé une dette, pas de la richesse. C'était une illusion », affirme le Premier ministre. Il poursuit : « Le déficit budgétaire annoncé était de 3,4 %, mais en vérité c'était 9,8 %. » Et de comparer la situation à un danger invisible : « Le déficit budgétaire, c'est comme la tension artérielle. C'est un tueur silencieux. On croit aller bien, jusqu'au jour où on s'effondre. » Il dénonce aussi une politique monétaire hasardeuse : « Rs 180 milliards imprimées par la Banque de Maurice. C'est de l'argent qui n'était pas soutenu par une croissance réelle. »

Responsabilité, rigueur et solidarité

Navin Ramgoolam se veut clair sur ses intentions : « Ce n'est pas la popularité qui importe. C'est sauver le pays. Nous avons agi avec responsabilité. » Et d'ajouter : « Nous avons protégé les personnes en bas de l'échelle, les pauvres et la classe moyenne, tout en arrêtant les dépenses inutiles. Il fallait remettre de l'ordre pour pouvoir retrouver de la croissance et de la prospérité ». Il appelle les Mauriciens à la solidarité : « Nous avons demandé trois ans d'efforts. C'est un passage nécessaire pour remettre le pays debout. »

Une réforme progressive de la pension

Interrogé sur l'alignement de l'âge de la pension de base sur celui de la retraite, il explique : « On va progressivement amener l'âge de la pension à 65 ans. Pas du jour au lendemain, mais année par année. » Concernant un possible ciblage, il se veut rassurant : « Ce n'est pas juste de dire que certains auront une pension et d'autres pas. Une personne peut être bien aujourd'hui, et se retrouver dans la misère demain. La pension c'est un droit. » Quant à la gratuité du transport pour les seniors, il confirme : « Pour l'instant, pas de changement. »

La CSG et une refonte en profondeur

Le Premier ministre revient sur la Contribution Sociale Généralisée (CSG) : « La CSG devait s'arrêter en juin. Nous ne l'avons pas fait car ce serait trop brutal. Nous avons besoin d'expertises pour penser un nouveau système ». Il annonce la mise en place d'une commission d'experts et d'un comité de pilotage : « Notre intention est claire : remettre en place un système de retraite viable, plus proche du NPF modernisé. Mais la transition sera encadrée. »



Pouvoir d'achat : le front de l'inflation

Sur la flambée des prix, Navin Ramgoolam insiste : « Le prix des produits ne cesse d'augmenter. Nous mettons en place un Fonds de stabilisation des prix de Rs 10 milliards pour empêcher les hausses abusives ». Il donne un exemple concret : « Une dame pendant la campagne m'a interpellé concernant l'advertising d'un supermarché : « Docteur, regardez le prix de la semaine dernière et celui d'aujourd'hui. » C'est inacceptable. » Il complète : « Nous avons supprimé la TVA sur certains produits de base. La Banque de Maurice a stabilisé la roupie. Et l'inflation est redescendue à 2,6 %. Ce sont des signes encourageants. »

Innovation et océan : les nouveaux piliers de croissance

Le Premier ministre mise sur deux axes clés : la digitalisation et l'économie bleue. « Maurice est l'un des plus grands pays au monde en superficie océanique. Nous devons en faire un véritable pôle de développement », affirme-t-il. Il poursuit : « L'intelligence artificielle, les nouvelles technologies, l'économie de l'océan : ce sont nos axes d'avenir. Nous devons investir dans ces secteurs stratégiques ». Et sur le plan diplomatique : « Je serai au Sommet des Océans à Nice. C'est le chef de gouvernement qui doit y représenter Maurice. »

Le président Macron lui-même m'a dit qu'il était déçu que nous ne soyons pas représentés au plus haut niveau les années précédentes ».

Femmes, PME et emploi : miser sur les forces du pays

« Les femmes représentent plus de 50 % de la population. Lorsqu'elles ne sont ni salariées ni entrepreneures, on perd la moitié de notre potentiel. Il faut les accompagner et les intégrer pleinement dans l'économie », plaide-t-il. Sur l'application des promesses de campagne : « Nous sommes au pouvoir pour cinq ans. On ne peut pas tout faire tout de suite, mais nous allons tenir nos engagements ».

Risque de déclassement : un avertissement clair

Enfin, le Premier ministre lance un avertissement sur la notation internationale : « Si Moody's nous classe en junk status, Maurice ne pourra plus emprunter. Cela veut dire moins d'investissements, plus de difficultés. C'est l'ensemble de la population qui en paiera le prix ». Il ajoute : « Nous ne voulons pas vivre un scénario à la grecque. Là-bas, les gens ont perdu leur maison, leur emploi, leur pension. Nous voulons éviter cela ». Et il conclut avec fermeté : « Ce budget marque une rupture. Mais ce n'est pas une rupture brutale. Nous faisons les choses avec équilibre, en pensant à tous les Mauriciens ».

Coup de filet à Roche-Bois

La FCC s'attaque à un réseau présumé de blanchiment et de trafic de drogue

Une opération d'envergure menée par la 'Financial Crimes Commission' (FCC) dans la soirée du mercredi 4 juin 2025 a permis de mettre la main sur plusieurs individus soupçonnés d'être impliqués dans des activités criminelles, notamment du blanchiment d'argent et du trafic de drogue. Cette descente coordonnée a eu lieu dans les régions de Roche-Bois et Baie-du-Tombeau, ciblant spécifiquement des suspects identifiés comme étant actifs dans un réseau criminel opérant dans le nord de l'île et dans la capitale, Port-Louis.

Les agents de la FCC, munis de mandats de perquisition, ont simultanément investi plusieurs résidences dans ces quartiers populaires. L'opération, qui s'est poursuivie jusque tard dans la nuit du 4 juin et s'est étendue à la journée du jeudi 5 juin, visait à saisir des biens soupçonnés d'avoir été acquis grâce à des financements illicites. Selon les premières informations disponibles, les fonds en question proviendraient d'activités liées au trafic de stupéfiants.

Les officiers ont procédé à l'arrestation de trois individus, dont deux originaires de Roche-Bois : Jean Pascal Bocus et Marie Iviona Milazar, âgée de 68 ans. Le troisième suspect est Jean Jimmy Alexis, connu dans la localité et présenté comme un proche de Marie Iviona Milazar. Ce dernier, surnommé «l'homme à la casquette rouge», figurait déjà sur le radar des enquêteurs pour ses liens présumés avec des activités illicites. Il a été arrêté lors de la même opération.



Photo: Défi Média

Au cours des perquisitions, la FCC a procédé à la saisie de plusieurs biens de grande valeur. Parmi les véhicules confisqués figurent une Mercedes AMG flambant neuve, une Toyota C-HR reconditionnée et une Land Rover Defender. En plus de ces voitures de luxe, six motocyclettes de différentes puissances ont été également saisies. Ces véhicules sont actuellement analysés afin de déterminer leur origine et de confirmer s'ils ont été achetés grâce à des revenus générés par des activités criminelles.

Les officiers ont également mis la main sur d'importantes sommes d'argent en espèces, des bijoux, des équipements électroniques ainsi qu'un coffre-fort dont le contenu n'a pas encore été officiellement communiqué. Tous ces biens sont désormais entre les mains de la FCC, en attendant les conclusions de l'enquête financière.

Les suspects ont été conduits au siège de la FCC au Réduit Triangle, où ils sont interrogés en présence de leurs avocats respectifs. Jean Pascal Bocus, arrêté jeudi matin, a été reconduit en cellule après avoir été entendu par les enquêteurs. Il est soupçonné d'avoir joué

un rôle central dans la gestion et la redistribution des fonds issus du trafic présumé.

Marie Iviona Milazar, la doyenne du groupe, a quant à elle été libérée sous conditions après son interrogatoire. Selon des sources proches de l'enquête, elle pourrait avoir servi d'intermédiaire ou de façade pour certaines transactions immobilières ou commerciales suspectes. Son implication exacte reste toutefois à déterminer.

Jean Jimmy Alexis, considéré comme un membre influent du réseau présumé, reste en détention pour les besoins de l'enquête. Les autorités n'excluent pas d'autres arrestations dans les jours à venir, alors que l'opération pourrait s'étendre à d'autres régions de l'île. La FCC serait en train de compiler un dossier plus large sur un réseau structuré impliquant plusieurs acteurs du milieu, notamment dans le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent et la dissimulation de revenus illicites à travers des achats de biens de luxe.

Cette opération démontre la volonté des autorités de s'attaquer aux aspects financiers des organisations criminelles, en ciblant les actifs obtenus de manière

illégale. La FCC, qui dispose désormais de moyens renforcés depuis la révision de son mandat en début d'année, semble vouloir intensifier ses actions pour freiner la montée des réseaux de drogue et leur influence dans les quartiers vulnérables.

Les enquêteurs continuent de passer au peigne fin les documents saisis lors des perquisitions, ainsi que les transactions financières suspectes liées aux suspects. L'objectif est d'établir des liens clairs entre les biens saisis et les activités illégales soupçonnées. Une fois ces connexions établies, des procédures de confiscation définitive pourraient être enclenchées en vertu de la législation sur le crime financier.

La population locale, encore sous le choc de cette opération spectaculaire, observe avec attention les développements de cette affaire. Le quartier de Roche-Bois, régulièrement associé à des faits divers, est à nouveau sous les projecteurs pour des affaires de criminalité organisée. Les autorités appellent toutefois à la prudence et rappellent que tous les suspects sont présumés innocents jusqu'à preuve du contraire.

L'enquête se poursuit sous la supervision étroite de la FCC, qui promet de faire toute la lumière sur cette affaire. Le démantèlement complet du réseau reste la priorité, alors que d'autres ramifications sont encore à l'étude dans plusieurs régions de l'île.

Shelter L'Oiseau du Paradis

Trois mineurs hospitalisés après une consommation de substances illicites

Une nouvelle crise secoue le shelter L'Oiseau du Paradis à Cap-Malheureux. Trois mineurs âgés de 10 à 13 ans ont été admis d'urgence à l'hôpital Sir Seewoosagar Ramgoolam National Hospital dimanche soir, après avoir consommé des substances illicites. L'incident a provoqué la suspension immédiate de huit membres du personnel et relance le débat sur les dysfonctionnements de cette institution pour enfants en détresse.

Les trois garçons ont réussi à s'échapper du centre pour se rendre dans un quartier voisin où ils se procurent habituellement des drogues. Cette pratique d'évasion nocturne était devenue récurrente depuis plusieurs semaines, malgré les clôtures et la surveillance du personnel.

Retrouvés dans un état préoccupant par les employés du shelter qui avaient organisé des battues sous la pluie, les enfants ont été immédiatement transportés à l'hôpital. Les tests médicaux ont révélé la présence de substances illicites dans leur organisme, bien qu'il ne s'agisse pas de drogues synthétiques selon les premières analyses. Heureusement, leur état de santé ne présente plus de danger immédiat.

Face à cette situation, la ministre de l'Égalité des genres et du Bien-être de la famille, Arienne Navarre-Marie, n'a pas caché sa colère. Elle a immédiatement ordonné la suspension de tous les employés de service dimanche soir et lancé une enquête interne confiée au secrétaire permanent Daniel Labonne.

La ministre a particulièrement critiqué le *National Children's Council* (NCC), l'organisme de tutelle du shelter, qu'elle accuse d'avoir traité ce dossier avec négligence. Elle a révélé que les enfants auraient dû être soumis à des tests médicaux dès le vendredi 30 mai, mais que cette mesure n'avait pas été appliquée pour des raisons encore inconnues.



Un système défaillant pointé du doigt

Cette crise met en lumière les dysfonctionnements profonds qui gangrènent le shelter depuis des mois. L'établissement fonctionne sans directeur depuis plus d'un an, laissant 22 mineurs sous la seule responsabilité d'employés dépassés par la situation. Le conseil d'administration du NCC, récemment constitué, n'a toujours pas reçu sa confirmation officielle.

L'Oiseau du Paradis n'en est pas à sa première polémique. En novembre 2022, l'établissement avait fait les gros titres après l'hospitalisation en soins intensifs d'un bébé de trois mois, victime de négligences graves de la part du personnel soignant. Cette affaire avait conduit à plusieurs arrestations et avait révélé des défaillances majeures dans la supervision des enfants.

Plus récemment, en janvier dernier, une visite surprise de la ministre avait mis au jour des conditions de vie alarmantes : cuisine sous-équipée, infrastructures vétustes, sécurité défaillante et absence d'encadrement éducatif approprié.

Suite aux récentes visites ministérielles, plusieurs améliorations ont été apportées : révision des menus, installation de mobilier, réaménagement des espaces et nettoyage

des cours. Cependant, ces mesures ne semblent pas suffire à résoudre les problèmes structurels de l'institution.

Le poste de directeur du shelter demeure vacant, en attente de la confirmation officielle du nouveau conseil d'administration. Cette situation d'interim prolongée contribue au climat d'instabilité qui règne dans l'établissement.

Fermeture temporaire du shelter

Le shelter pour enfants *L'Oiseau du Paradis*, situé à Cap-Malheureux, a été fermé temporairement sur décision du ministère de l'Égalité des Genres et du Bien-être de la Famille. Cette mesure, annoncée dans un communiqué publié le jeudi 5 juin 2025, fait suite à la série d'incidents survenus au sein de l'établissement, ainsi qu'à la diffusion d'informations considérées comme infondées, pouvant mettre en danger la sécurité des enfants hébergés.

Sur ordre de la *Children's Court*, les 22 pensionnaires du shelter, dont six âgés de moins de 5 ans, ont été transférés vers d'autres structures d'accueil réparties à travers l'île. Ces établissements, jugés plus sécurisés, doivent garantir leur protection et leur bien-être. La *Child Development Unit* (CDU) a supervisé les démarches légales et organisationnelles liées à ce déplacement.

Pendant cette fermeture, une rénovation complète des locaux ainsi qu'une restructuration des modes de fonctionnement du shelter seront entreprises. Concernant le personnel affecté, le *National Children's Council* (NCC) a prévu un plan de redéploiement pour assurer une transition harmonieuse.

Aucune précision n'a été fournie quant à la durée des travaux ou à la date de réouverture de l'établissement.

Justice pour les 12 patients dialysés

L'enquête révèle des défaillances systémiques

L'enquête judiciaire ouverte le 29 avril 2025 par la cour de district de Curepipe met en lumière les circonstances troublantes entourant la mort de douze patients dialysés durant la pandémie de Covid-19 en 2021. Les témoignages récents des familles endeuillées révèlent une série de dysfonctionnements qui questionnent la prise en charge médicale durant cette période critique.

Au cœur de cette affaire se trouvent des histoires humaines déchirantes. Les récits de Kiran Beedassy et Laval Sab, respectivement veufs de Sanjay Beedassy et Dookoomanee Sab, dressent un tableau alarmant de la gestion hospitalière durant la crise sanitaire. Ces patients, tous deux diabétiques nécessitant des soins constants, se sont retrouvés dans des situations de vulnérabilité extrême. Transférés en quarantaine suite à la contamination de leur centre de soins, ils ont fait face à un isolement médical qui semble avoir compromis leur suivi thérapeutique.

Des défaillances multiples révélées par l'enquête

L'analyse de ces cas révèle plusieurs problématiques récurrentes dans la gestion de la crise sanitaire. La désorganisation des transferts hospitaliers, l'absence de communication avec les familles, et surtout, la rupture dans la continuité des soins pour des patients particulièrement fragiles. La situation de l'hôpital de Souillac, fermé pour désinfection, a créé un effet domino obligeant les autorités à improviser des solutions d'hébergement médical. Ces décisions d'urgence semblent avoir négligé les besoins spécifiques de patients dialysés, dont l'état de santé nécessite une surveillance médicale constante.

Un rapport du *Fact-Finding Committee* publié en décembre 2024 a mis en

évidence l'ampleur des dysfonctionnements. Ce document révèle des défaillances multiples qui ont directement impacté la qualité des soins : transports inadéquats mélangeant patients positifs et négatifs au Covid-19, réduction drastique du temps de dialyse, surveillance médicale insuffisante et conditions d'hygiène défaillantes. L'enquête a également révélé que le New Souillac Hospital, utilisé comme centre d'isolement, n'était pas adapté à la prise en charge simultanée de patients Covid et dialysés. Le personnel récemment affecté manquait de formation spécifique, compromettant la qualité des soins dispensés à ces patients particulièrement vulnérables.

Les chiffres interpellent : sur les 89 patients dialysés concernés par ces transferts, 40 ont été testés positifs au Covid-19, suggérant une contamination croisée favorisée par les conditions de transport et d'hébergement. Cette proportion alarmante soulève des questions sur l'efficacité des protocoles sanitaires mis en place. Le bilan humain de ces dysfonctionnements est lourd, avec douze décès dont certains dans des circonstances particulièrement troublantes, des patients retrouvés sans surveillance préalable dans leur chambre.

Responsabilités et enjeux politiques

Les témoignages soulèvent des interrogations légitimes sur la qualité des soins prodigués durant cette période. L'absence d'administration de traitements essentiels, comme l'insuline pour les patients diabétiques, constitue un élément central des accusations portées par les familles. Cette enquête dépasse le cadre individuel de chaque décès pour questionner l'organisation générale du système de santé face à une crise exceptionnelle.



sur les circonstances de ces décès. Les seize témoins convoqués pour les premières auditions représentent principalement les familles des victimes, donnant une voix à ceux qui ont perdu leurs proches dans des circonstances qu'ils estiment évitables.

Au-delà des aspects techniques, cette affaire soulève des questions sur la gouvernance sanitaire durant la crise. Le rapport évoque même une possible négligence criminelle, pointant les responsabilités de l'ancien gouvernement et de son ministre de la Santé pour avoir ignoré les alertes et retardé la publication des rapports d'enquête. Cette dimension politique ajoute une couche de complexité à l'affaire, transformant ce qui aurait pu être une simple question de gestion hospitalière en un enjeu de responsabilité gouvernementale face à la protection des citoyens les plus vulnérables.

L'instruction de cette affaire, présidée par la magistrate Shavina Jugnauth, s'inscrit dans une démarche de transparence nécessaire. Elle permet aux familles endeuillées d'exprimer leur souffrance et leurs interrogations légitimes

Cette enquête judiciaire ouverte par le Directeur des Poursuites Publiques représente un tournant dans la quête de justice des familles endeuillées. Après quatre années d'attente, elle offre enfin un cadre légal pour examiner les circonstances de ces décès et déterminer les responsabilités. Le processus judiciaire en cours, avec ses multiples auditions programmées, permettra d'établir un récit complet et factuel de cette tragédie tout en constituant un élément de réparation morale pour les familles.

L'affaire des douze patients dialysés illustre la nécessité d'une gouvernance transparente et responsable face aux crises de santé publique, constituant un examen nécessaire des mécanismes de protection des patients les plus fragiles.

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Kaudeer Car Rental Ltd, representing by Mohammad Fardeen Kaudeer as a Director, will apply to the Municipal Council of Vacoas-Phoenix for a Building and Land Use Permit for a proposed **conversion of an existing residential building at ground floor into a registred office of company to be used as car rental** at Royal Road, Camp Fouquereaux, Phoenix.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 06/06/2025

Rencontre EDB - Ambassade d'Égypte

Relations bilatérales, commerce et développement du capital humain abordés

Le 3 juin 2025, le CEO de l'*Economic Development Board* (EDB), Mahen Kundasamy, a eu le plaisir d'accueillir Abir Alam Eldin, Ambassadrice de la République arabe d'Égypte. Cette rencontre a fourni l'opportunité d'explorer les voies de coopération entre Maurice et l'Égypte. Les discussions ont couvert un large éventail de thèmes stratégiques, notamment :

1. Les relations diplomatiques de longue date entre Maurice et l'Égypte, établies en 1976, reflètent des liens historiques durables qui constituent une base solide pour la collaboration actuelle et future.
2. La promotion conjointe du continent africain, dans le but de positionner Maurice et l'Égypte comme contributeurs dynamiques à la croissance économique et au potentiel d'investissement de l'Afrique.
3. L'avancement de la vision panafricaine, les deux parties réaffirmant leur engagement envers l'intégration régionale, la prospérité partagée et les partenariats intra-africains.
4. Le renforcement des relations bilatérales, en mettant l'accent sur l'amélioration



de la coopération dans les domaines du commerce, de l'investissement et de l'échange de connaissances entre Maurice et l'Égypte.

5. Le positionnement de l'Égypte comme partenaire stratégique et privilégié pour Maurice dans la région d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.
6. L'exploration du rôle potentiel de l'Égypte en tant que défenseur et allié des *Small Island and Developing States* (SIDS) au sein de l'Afrique, particulièrement sur les plateformes multilatérales.

Abir Alam Eldin a réaffirmé les liens économiques solides entre Maurice et l'Égypte, particulièrement dans le cadre du COMESA. Elle a souligné l'importance d'approfondir davantage cette coopération et a proposé l'établissement d'un

forum *Business-to-Business* (B2B), ainsi qu'un comité conjoint bilatéral, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères pour renforcer la coopération économique et le dialogue.

Afin de donner de l'élan à cette initiative, l'EDB s'engagera dans des discussions avec la *General Authority for Investment and Free Zones* (GAFI), dans l'objectif de matérialiser le forum proposé.

La discussion a également exploré le potentiel d'utiliser le *Mauritius International Financial Centre* comme passerelle stratégique pour les *Foreign Direct Investment* (FDI) vers l'Égypte, la positionnant comme une destination d'investissement de premier plan en Afrique. L'accent a été mis sur la façon dont Maurice peut servir de plateforme pour canaliser des investissements de haute valeur vers l'Égypte, soutenue par le *Double Taxation Avoidance*

Agreement (DTAA) existant entre les deux pays.

La réunion a également permis d'explorer les voies pour le renforcement des capacités et la formation diplomatique. Abir Alam Eldin a réitéré la volonté de l'Égypte de soutenir Maurice en offrant une gamme de programmes de formation spécialisés, ainsi que jusqu'à 20 bourses d'études pour les professionnels mauriciens. Dans le cadre de cette initiative, il est envisagé que 10 à 15 diplomates mauriciens puissent bénéficier d'une formation diplomatique avancée au Caire. De plus, un partenariat potentiel entre l'Université du Caire et l'Université de Maurice a été proposé pour renforcer la collaboration institutionnelle et promouvoir un échange de connaissances soutenu entre les deux pays.

En conclusion, le CEO de l'EDB exprime sa gratitude pour la visite de l'Ambassadrice et son intention de maintenir une collaboration étroite avec l'Ambassade d'Égypte afin de traduire ces discussions prometteuses en actions concrètes, dans le but de débloquent de nouvelles opportunités de commerce, d'investissement et de stimuler le développement durable à travers l'Afrique.

Mauritius Telecom lance une initiative nationale pour recycler les déchets électroniques

À l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement célébrée le 5 juin, Mauritius Telecom renforce son engagement en faveur du développement durable avec le lancement du programme *'anou preserv nou planet'*. Cette initiative, portée par la Mauritius Telecom Foundation (MTF), vise à promouvoir la récupération et le recyclage des déchets électroniques (e-waste) à l'échelle nationale.

Mauritius Telecom avait déjà marqué son engagement contre la pollution électronique en 2009 avec la campagne *Recyclons les piles et les mobiles*. Aujourd'hui, face à l'urgence croissante des enjeux environnementaux, l'entreprise relance son programme de recyclage pour encourager une gestion durable des appareils en fin de vie et sensibiliser le public aux bonnes pratiques. Le Chairman de Mauritius Telecom, Sarat Lallah GOSK, souligne l'importance de cette démarche : « *Trop souvent, les piles ou les téléphones sont jetés dans la nature ou dans les poubelles sans qu'on sache où ils finissent. C'est toxique et dangereux pour l'environnement. Notre objectif est de changer ces comportements.* »

À partir du 5 juin 2025, les employés, clients et le grand public pourront déposer leurs anciens téléphones mobiles, tablettes et piles usagées dans des points de collecte spécialement identifiés dans



tous les *Telecom Shops* de Maurice et de Rodrigues. Ces déchets électroniques seront ensuite confiés à un recycleur local avant d'être traités à l'étranger dans le respect des normes environnementales strictes.

Le programme *'anou preserv nou planet'* s'inscrit dans les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, notamment l'ODD 12 (Consommation responsable) et l'ODD 13 (Lutte contre les changements climatiques). Mauritius Telecom, signataire du Pacte mondial des Nations unies depuis 2024, réaffirme ainsi son engagement en faveur de pratiques commerciales durables et responsables.

À travers cette initiative, Mauritius Telecom consolide sa position de leader responsable et engagé dans des actions à impact positif. En impliquant le public dans la gestion des déchets électroniques, l'entreprise renforce durablement la relation de confiance avec ses parties prenantes tout en contribuant à la préservation de l'environnement.

Pour plus d'informations sur les points de collecte et les modalités de participation, rendez-vous sur le site officiel de Mauritius Telecom ou visitez un *Telecom Shop* près de chez vous.



Khutbah - La Réflexion du Vendredi

Le vrai sens du sacrifice

Louanges à Allah le Tout-Puissant. Paix et bénédictions sur le Prophète Muhammad (saw)

« Nous avons certes créé l'homme pour une vie de lutte. » Surah Al Balad (90) verset 4

Il est impératif que nous réfléchissions, en ce mois de Zul Hijjah, sur le vrai sens du sacrifice afin de le mettre en pratique durant toute notre vie. Il est dommage que, pour de nombreux Musulmans, influencés par le colonialisme et ayant adopté une attitude collaboratrice avec les ennemis d'Allah (swt) aient cru utile de limiter le sens du sacrifice au seul sacrifice d'animaux à l'occasion de l'Eid ul Adha. Ils imitent, en cela, ceux qui, à l'époque de la jahiliyah, sacrifiaient des animaux sur l'autel de l'ignorance et de l'idolâtrie.

Or, au verset 4 de la surah al Balad, Allah (swt) nous informe que l'homme a été créé pour une vie de lutte, pour une mise à l'épreuve perpétuelle. Quel que soit notre statut social, notre niveau de vie, notre âge ou notre condition physique, nous sommes appelés au sacrifice, à être soumis à l'épreuve.

« Certes Allah a acheté aux croyants leurs propres personnes et leurs biens en échange du paradis. Ils combattent dans le sentier d'Allah : Ils tuent et ils se font tuer (...) Et qui est plus fidèle qu'Allah à Son engagement ? Réjouissez-vous donc de l'échange que vous avez fait. Et c'est là le grand succès. » Surah at Tawbah verset 111)

Pour celui qui a la conviction en Allah (swt), il n'y a aucune garantie de vivre une vie sans difficultés, sans être éprouvé par le Créateur ou sans souffrance.

Allah (swt) nous rappelle l'exemple du Prophète Ibrahim (as) :

« Et (souvenez-vous) quand le Seigneur d'Ibrahim (Abraham) l'a éprouvé avec (certains) commandements, qu'il a accomplis. » (Surah Al Baqara verset 124)

Les Palestiniens, de leur côté, nous donnent, chaque jour, une leçon de sacrifice et de patience face à l'épreuve.

Abordons la question du sacrifice

Être musulman signifie que nous avons un contrat avec Allah (swt), cela signifie que nous avons un engagement, et le respect de ce contrat montre que nous le reconnaissons comme le Seigneur Suprême qui possède tout. Par conséquent, nous devons être prêts à nous sacrifier nous-mêmes, nos familles, nos richesses et tout ce à quoi nous aspirons dans ce monde pour gagner l'au-delà.

« Certes Allah a acheté aux croyants leurs propres personnes et leurs biens en échange du paradis. Ils combattent dans le sentier d'Allah : Ils tuent et ils se font tuer (...) Et qui est plus fidèle qu'Allah à Son engagement ? Réjouissez-vous donc de l'échange que vous avez fait. Et c'est là le grand succès. » (9 :111)

D'autant que ce dont nous jouissons ne nous appartient pas. Nous nous devons de nous rappeler que nous ne sommes pas ici pour vivre en tant que propriétaires ou pour profiter de ce plaisir mondain. Tout appartient à Allah et nous devons tout sacrifier pour Son plaisir.

« Certes Allah a acheté aux croyants leurs propres personnes et leurs biens en échange du Paradis. Ils combattent dans le sentier d'Allah. » Surah at Tawbah (9) verset 111

Il nous est important de comprendre que c'est le Prophète Muhammad (saw) qui a tout sacrifié ainsi que ses compagnons. Ils ont traversé de nombreuses difficultés, ont consacré leur vie, leur patrie, leurs richesses et leurs familles pour répandre la parole d'Allah. Aujourd'hui, nous sommes fiers d'être musulmans.

Le message de l'Islam leur avait inculqué un sens de la mission et une responsabilité pour corriger les torts de la société.

Nous avons oublié qu'être Musulman, c'est s'engager au jihad, signifiant s'engager dans une lutte sérieuse pour comprendre notre relation avec Allah (swt) et ce qu'exige cette relation, mais aussi pour faire prévaloir le deen d'Allah (swt).

Yusuf Qaradawi soutient, dans son Fiqh uz Zakaat, que la forme la plus honorable du jihad actuellement est la lutte pour la libération des terres Musulmanes de la domination des mécréants, indépendamment de la religion ou l'idéologie de ces derniers. De plus, la lutte pour faire prévaloir le deen d'Allah (swt) comme nous l'explique Allah (swt) devrait être notre priorité.

« C'est Lui qui a envoyé Son Messenger avec la bonne direction et le deen de la vérité, afin qu'elle triomphe sur toute religion, quelque répulsion qu'en aient les mushrikoun (idolâtres) ». Surah At Tawbah (9) verset 33

Qu'en est-il de nous et de nos sacrifices ?

Il nous incombe de nous sacrifier pour que l'Islam soit mis en application en tant que deen complet. Face aux ennemis d'Allah (swt), nous devons nous sacrifier pour vivre dans une société régie par les principes islamiques. Nous devons nous sacrifier pour nous opposer à tous les types de mal, que ce soit sous forme de l'idolâtrie, le polythéisme, l'Islamophobie, la corruption, la maladie LGBT et autres fléaux de la société.

Nous devons respecter notre engagement avec Allah. Nous sommes dans ce monde pour vivre dans l'obéissance et la soumission complète d'Allah. Cela ne peut se produire que si nous adoptons la mentalité du sacrifice.

Un tel engagement nécessitera, certes une préparation appropriée.

« Et préparez contre eux tout ce que vous pouvez comme force et comme cavalerie

équipée, afin d'effrayer l'ennemi d'Allah et le vôtre, et d'autres encore que vous ne connaissez pas en dehors de ceux-ci, mais qu'Allah connaît. Et tout ce que vous dépensez dans le chemin d'Allah vous sera remboursé pleinement et vous ne serez point lésés. » Surah Al Anfal (8) verset 60

Cette préparation nécessitera un investissement physique ainsi que des moyens logistiques. Car nous aurons en face de nous toute l'armée de Shaitaan qui prendra la forme de l'autorité dominatrice, à travers ses agents, locaux ou étrangers.

Et, finalement, l'engagement dans un tel combat, pour interdire le mal, et pour mettre en place le système préconisé par Allah (swt), exige un retour vers le Créateur, vers le Concepteur de ce deen. Un tel engagement exigera, par conséquent, un retour à l'activisme. Il n'est pas permis au Musulman de se comporter en spectateur indifférent, léthargique.

Nous avons été si conditionnés par l'idéologie kufr que nous éprouvons une certaine réticence à l'égard de l'activisme, une hésitation à nous engager dans des luttes pour la justice. Pourquoi les versets précédents où Allah (swt) promet à ceux qui combattent pour la Cause d'Allah (swt) le Paradis, n'ont plus aucun effet sur nous ? Pourquoi résistons-nous à l'activisme ?

La réponse réside dans la façon dont le monde qui nous entoure nous façonne. Nous ne naissons pas avec une aversion pour la défense de ce qui est juste. Nous sommes conditionnés à voir l'Islam à travers le prisme d'une idéologie individualiste qui dépouille notre vie de l'essence de la foi. L'Islam est devenu une quête égoïste ; nous nous intéressons davantage au salut personnel en ignorant la situation critique de notre Ummah, croyant que de telles quêtes peuvent nous détourner de la recherche de la proximité avec Allah.

Entretemps, les prêcheurs, ici et ailleurs, ont détourné les khutbah, promettant aux gens des mirages, qui seraient accessibles, selon eux, sans le moindre effort ou sacrifice. Il est grand temps pour la Ummah de sortir de sa torpeur et de combattre l'oppression où qu'elle soit et d'où qu'elle vienne.

Sacrifions-nous pour Allah et plaçons notre confiance totale en Lui. Le sacrifice de notre sœur Aafia Siddiqui dans une prison américaine, celui du Dr Hussam Abu Safiya, de Marwan Barghouti et de centaines de prisonniers Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, ne seront pas vains.

Car, Allah (swt) nous interpelle ainsi :

« Comptez-vous entrer au Paradis avant qu'Allah ne teste parmi ceux qui luttent (dans Sa voie) et qu'il teste ceux qui font preuve d'endurance ? » Surah Al'i Imraan (3), verset 142

Qu'Allah (swt) nous aide et nous guide.

■ Mosadeq Sahebdin

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction



Unity, not uniformity



Par Bashir Nuckchady

The present world seems to have produced an abundant harvest of people, who generally display high degree of Puritanism, narrow-mindedness and intolerance. They appear to be increasingly more prejudiced and fanatical. This sort of behaviour is seen among the followers of diverse religions. The number of such people among Muslims is also not inconsiderable. Though this is an unpleasant fact, it should not be swept under the carpet, as is often the case.

According to the Quran, God has sent His guidance to all people: "And there is not a single people to whom a Warner has not been sent" 35:24; and "And for every group of people there is a messenger. And when their messenger cometh (on the Day of Judgement), it will be judged between them fairly, and they will not be wronged." 10:48

All these messages being from God were true messages, and the religion they taught was essentially one. This may be termed the doctrine of the Unity of revelation.

Although all the prophets taught the one true religion, their customs and rituals differed; these may in this context be considered as 'rituals'. These differences could indeed be regarded as a test for men of good will, and they should realise that although God could have made them into one unified community, He did not do so. But His purpose in allowing various paths to exist simultaneously appears to be to see which of His believers were imbued with sufficient tolerance to believe in their own faith and yet have regard for those who followed different paths. Thus the religion of Islam inculcates not only a firm belief in one's own faith, but also a proper tolerance for all others: "Revile not those unto whom they pray beside Allah, lest they revile God wrongfully through ignorance. Thus unto every nation have we made their deed seem fair. Then unto their Lord is their return and He will tell them what they used to do." 10:109

Salvation depends upon 'faith and action', not on the accident of belonging to a particular group. God's true religion is one, and the basis of faith is the belief in one God: "Verily, those who have attained to faith (in this divine writ) as well as those who follow the Jewish faith and the Christians, and the Sabians - all who believe in God and the last day and do righteous deeds shall have their reward with their Sustainer, and no fear need they have, and neither shall they grieve." 2:62

The real truth has come to all nations and to all people. The true religion is based upon the belief in the unity of God and the brotherhood of man, and all tendencies towards separate groups and sects and castes and creeds are wrong and contrary to the religion of Islam.

An important factor which must be emphasised is that the Quran declares all teachers and messengers are equally entitled to veneration, "Say! We believe in God and that which is revealed unto us and that which was revealed unto Abraham, and Ishmael and Isaac, and Jacob, and the tribes, and that which Moses and Jesus received, and that which the

Prophets received from their Lord. We make not distinction between any of them and unto Him have we surrendered." 2:136 This is laid down again, virtually word for word at another place. 3:84

This then is the Right Guidance of God and the True Path to be followed by man. Every religion believed that it has the monopoly of the truth, every adherent was assured of salvation, and every non-adherent was doomed to damnation. In every group, religion came to be regarded as a complex of practices and rituals. Salvation depended exclusively upon the strict observance of these forms and rituals. Since these forms and rituals differed from group to group, every group considered the religion of another group as devoid of truth. As every group considered its own religion to be true and the forms and practices of others as false, its attitude to other groups naturally led to bigotry, strife and bloodshed.

The Quran therefore placed the universal truth of religion before mankind. The principles may be succinctly formulated as follows:-

- Islam declares that all religions are in essence true, not merely that they contain some truth. Religion is a common gift of God to man and it cannot be asserted that any one religion or group possesses the monopoly of the truth.
- It asserts that like the laws of nature, the law concerning spiritual enlightenment is one: and the greatest error into which mankind has fallen is to divide itself into usually hostile groups.
- It proclaims that religion was intended to create unity among men, and not disunity.
- It makes a distinction between the essence of religion and its ritual. While true religion is one and the same for all mankind, customs and rituals differ, from country to country and from time to time. Man forgets the essential unity of religion and gives importance to the varying customs and forms of religions practices.
- Outward forms and the formation of social groups have no real effect on men's spiritual salvation. True faith consists of correct belief and righteous action.
- Islam maintains in the most unmistakable and unequivocal terms that all religions are true. The message of Islam is that they should follow the true faith. It asserts that religion does not teach that man should hate man. The object of religion is to increase love and unity. It is opposed to all forms of grouping - racial, national, sectarian, or other. This then is the True Path, and for this we ask God's grace.

Islam asserts that there is but one God, Creator of the universe. This God is a God of Providence, Mercy, and Justice. An important aspect of his providence is that He offers guidance to man through His Messengers sent to all mankind. His mercy is shown by the fact that He gives opportunities even to sinful persons to correct themselves and His justice extends to every human being.

Worship and adoration are due to Him alone, and to no-one else. All religions are equally true, but people differ in rituals and customs. All prophets and messengers of God are entitled to equal respect, and the best part of faith is to serve human beings and practice tolerance. Such a simple and logical concept of the basis of Islam seems to be singularly appropriate at a time when humanity is grappling with the forces of fear, jealousy, greed and hatred all over the world. It is a message of everlasting beauty, trust and justice.

The emphasis is that Muslims should cultivate a mindset in which narrow mindedness; Puritanism, etc are replaced with a broad outlook and a rational appraisal of the present situation. There are several paths to salvation, i.e. there are several religions striving for salvation. Similarly there are several ways within one's own religion. It is God's sole prerogative to judge who is right and how far and who has gone astray. Let us not be busy in denouncing each other.

Poetry corner

Food for thought



By Cassam Tuppy

I am not worried about when to fast or not to fast
I am not worried about when to perform salaah or Eid
I shun all debate pertaining to polemic and altercation
But my mind is not at rest because of the ummah in Gaza
The ummah is bleeding and I feel the pang of pain bitterly
Where are you leaders of Islamic state, wake up now

Death trap and death is roaming about the strip
Without food for days and no water to drink everyday
Without being in the night mare the feeling is tantamount
To watching virtual images, for some it is an entertainment
For others it is an awe and horrible genocide and massacre
Food with bullet is what the world is donating to Palestinians

The colonizers and their allies in restaurant luxurious
Eating to their fill with joy and happiness, enjoying life
No worries for the land grabbers looting others' wealth
Arrogant and innocent as mild as milk do they pretend to be
Hitler's persecution turned them into notorious robbers
Shamelessly their claim on others' properties is made

Israel is a western state, settlers are white people
With few Ethiopian black Jews and Arab Jews
Believing in the supremacy of the white it is why
Apartheid state is the rogue state of Israel in the M. East
Napoleon had said 'quand le dragon se réveille' [China]
Yes, the dragon powerful is becoming now in the world

When will we say 'gare au réveil de la ummah' so that
Power will devolve on us to govern the world again
Make the OIC grow militarily without others dependency
Stop! The fratricide war for gain of power, unite and unite
To integrate into one ummah and restore power
Oppressors everywhere are to oppress the ummah

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction



Joan Garcia sera le premier joueur à quitter l'Espanyol pour le Barça depuis 31 ans

Partir de l'Espanyol pour le Barça n'est jamais bien vu, et c'est pourquoi Joan Garcia est considéré comme un traître par les supporters des 'Pericos'. Ce sentiment est encore plus fort depuis qu'il a changé d'avis à la dernière minute, renonçant à un départ pour la Premier League.

«Non, impossible». Voilà ce que répondait récemment Lamine Yamal à la question d'un éventuel transfert au Real Madrid. Si les rivalités dans le football sont très marquées, il n'est pourtant pas rare de voir un joueur aller dans une équipe «interdite». Le cas de Joan Garcia en est un nouvel exemple, même si cela faisait longtemps qu'aucun joueur de l'Espanyol n'avait rejoint directement le Barça. Depuis, bien des choses ont changé. Les supporters 'Pericos' avaient presque oublié ce que c'était que de subir une telle «trahison», même si le gardien est le quinzième joueur de l'histoire à effectuer ce transfert. D'ailleurs, ces dernières années, les mouvements allaient plutôt dans l'autre sens: il y a trois ans, Martin Braithwaite quittait le Barça pour porter les couleurs de

l'Espanyol; avant lui, le dernier transfert du genre remontait à Roger Garcia en 1999.

Personne ou presque à l'Espanyol n'est surpris qu'au vu de son niveau, lui qui est le gardien ayant réalisé le plus d'arrêts en Liga, Joan Garcia ait choisi de rejoindre un projet plus ambitieux cet été. Mais au-delà de la douleur de le voir partir, ce qui dérange encore plus, c'est qu'il rejoigne le Barça. D'autant plus que, selon plusieurs médias catalans, le joueur avait constamment affirmé que son avenir se trouvait en Premier League. C'est ce revirement final qui reste incompris. Reste à savoir si le Barça l'intégrera directement dans l'équipe première ou s'il sera prêté en attendant de trancher l'avenir de Ter Stegen et Szczesny. Quoi qu'il en soit, Joan Garcia deviendra le troisième gardien à quitter l'Espanyol pour le Barça. Le tout premier de cette liste de 15 joueurs était également un gardien: Cristofol Sola i Coll, qui avait rejoint Barcelone en 1930 après trois saisons à l'Espanyol. Le second, plus récent et bien connu, était Urruti dans les années 1980.

OFFICIEL: Matheus Cunha nouveau 'Red Devil'

Manchester United a annoncé dimanche le transfert de Matheus Cunha. L'attaquant brésilien quitte les 'Wolves' et rejoint les 'Red Devils' pour un contrat de cinq saisons plus une sixième en option.



L'heure n'est pas aux regrets à Manchester United. Après avoir perdu la finale de l'Europa League, les 'Red Devils' ont trouvé un peu de réconfort avec la première recrue de leur révolution pour transformer l'effectif. Matheus Cunha est désormais une réalité à Old Trafford.

Le club anglais a officialisé la signature de l'attaquant brésilien pour les cinq prochaines saisons. L'ancien joueur des 'Wolves' aura la possibilité de prolonger son contrat une sixième saison jusqu'au 30 juin 2031.

33 buts avec les 'Wolves'

Matheus Cunha met fin à

son aventure au Molineux Stadium. 33 buts et quinze passes décisives en 92 matchs officiels avec les 'Loups' de la Premier League. Des chiffres qui l'ont amené à faire un bond dans sa carrière sportive.

Rúben Amorim est confiant en ce qui concerne le potentiel de l'attaquant qui a joué à l'Atlético de Madrid avant de rejoindre le football anglais. Old Trafford veut renaitre la saison prochaine et l'entraîneur portugais a déjà le premier étendard de son nouveau projet.

Le Real Madrid présente son nouveau maillot domicile pour la saison 2025/26



Le Real Madrid a dévoilé son nouveau maillot pour la saison 2025/26. 'Les Blancos' porteront ce maillot pour la première fois lors de la prochaine Coupe du monde des clubs en juin.

Le Real Madrid a officiellement dévoilé son nouveau maillot pour la saison 2025/26, qui sera porté pour la première fois par les joueurs lors de la prochaine Coupe du monde des clubs.

Les Blancos étrenneront leur nouvelle tenue contre Al Hilal le mercredi 18 juin, lors de la phase de groupes de la Coupe du monde des clubs.

Les premières images dévoilées par le club, avec Bellingham, Mbappé et Vinicius comme modèles, montrent une tenue clairement inspirée de celle utilisée lors de la campagne 2009-10. Cette année-là, avec Pellegrini sur le banc, Cristiano Ronaldo, Kaka et Karim Benzema ont rejoint le club.

Le design, qui a déjà suscité beaucoup d'enthousiasme chez les supporters, sera disponible pour les hommes, les femmes et les enfants. Le nouveau kit sera porté à la fois au stade Santiago Bernabeu et lors des matches internationaux de l'équipe.

Le club a opté pour un design moderne qui préserve l'élégance et les valeurs traditionnelles du club. La nouvelle tenue accompagnera l'équipe dans les défis sportifs de la prochaine saison et dans la lutte pour de nouveaux titres internationaux.

Pays qualifiés pour la Coupe du Monde 2026

La course à la Coupe du monde 2026 ne fait que commencer. Avec trois pays hôtes - les États-Unis, le Mexique et le Canada - et dans le cadre de la première édition qui comptera 48 équipes, nous examinons les équipes mathématiquement qualifiées pour un tournoi qui débutera le 11 juin et finira le 19 juillet 2026.

Le parfum de la Coupe du monde commence à se faire sentir à plus d'un an de la prochaine édition qui se déroulera en 2026 dans trois pays

différents: Les États-Unis, le Mexique et le Canada. Ils sont les premiers à se qualifier pour un événement qui apportera une grande nouveauté. Pour la première fois

depuis qu'il est organisé, le tournoi comptera 48 équipes différentes. Nous passons donc des 32 du Qatar en 2022 à ces 48 pays, qui seront répartis en 12 groupes de 4 équipes, les deux premiers de chaque groupe plus les 8 meilleurs troisièmes se qualifiant pour les 16èmes de finale. Le championnat se déroulera du 11 juin au 19 juillet 2026.

Trois équipes étant qualifiées pour le tournoi en tant que pays

organisateurs, 45 places sont en jeu, dont 16 pour l'UEFA, neuf pour la CAF, huit pour l'AFC, six pour la CONMEBOL, trois pour la CONCACAF et une dernière pour l'OFC. Le Japon est devenu le premier pays à se qualifier sur la base du mérite sportif pour la zone Asie, tandis que la Nouvelle-Zélande a suivi en Océanie. Le pays suivant à se qualifier a été l'Iran, qui a égalisé à la 83ème minute contre l'Ouzbékistan, ce qui a suffi pour assurer sa place à la Coupe



du monde. L'Ouzbékistan, ainsi que la Jordanie et la Corée du Sud, ont obtenu leur billet pour l'AFC lors de ce mois de juin. L'Argentine, défendra le titre qu'elle a remporté à Qatar 2022. L' 'Albiceleste', quelques heures avant de disputer le 'Superclásico de las Américas' contre le Brésil, s'est qualifiée grâce au match nul entre la Bolivie et l'Uruguay. L'équipe de Lionel Scaloni est la première équipe de la CONMEBOL à se qualifier.

Al-Hilal se heurte au refus de Naples et d'Osimhen



Selon Gianluca Di Marzio, Al-Hilal a reçu une réponse négative de Naples et de Victor Osimhen. Le club 'partenopei' a rejeté une première offre de 65 millions plus 5 millions en bonus, tandis que le joueur n'a pas accepté les 26 millions plus bonus par saison.

Al-Hilal fait son marché pour renforcer son équipe en vue de la Coupe du Monde des Clubs. Après avoir recruté Simone Inzaghi comme nouvel entraîneur, le club saoudien a jeté son dévolu sur Victor Osimhen, un attaquant prêté par Naples à Galatasaray. C'est ce que révèle Fabrizio Romano, qui précise que l'offre du club asiatique aux 'partenopei' s'élève à 65 millions fixes plus 5 millions en bonus. Une première offre qui a été rejetée par les Italiens, comme l'a indiqué Gianluca Di Marzio.

En outre, le journaliste italien souligne qu'Al-Hilal n'a pas seulement reçu un refus de Naples, mais aussi du joueur nigérian. Osimhen n'a pas accepté les 26 millions d'euros plus bonus par saison que lui a proposé Al-Za'eem. Il ne s'agissait que d'un premier contact et la source mentionnée affirme que le club saoudien prépare une nouvelle proposition d'environ 70 millions d'euros fixes. Cependant, le club de la région de Campanie exige la totalité de la clause de 75 millions d'euros.

Le Real Madrid part favori pour la signature de Mastantuono

Le Real Madrid a avancé ces dernières heures sur la signature de Franco Mastantuono, cible du PSG, au point de se positionner comme favori pour l'arrivée de l'attaquant argentin, selon Fabrizio Romano.

Franco Mastantuono est l'un des grands noms du marché des transferts. À seulement 17 ans, l'ailier droit de River Plate a ébloui le football argentin, ce qui l'a placé dans le collimateur des meilleurs clubs d'Europe. Le Paris Saint-Germain a été le premier à approcher le club argentin pour sa jeune star, et il était



même le favori pour le recruter jusqu'à ce que le Real Madrid entre en scène. Santiago Bernabéu.

Selon Fabrizio Romano, au cours des dernières heures, 'Los Blancos' ont progressé dans la signature de Franco Mastantuono au point d'être les favoris pour parvenir à un accord avec le club et le joueur.

Selon le journaliste italien, des personnes de l'entourage de Mastantuono ont confirmé que ce serait «un rêve» pour lui de jouer pour le Real Madrid, donc dans le cas où les «Merengues» et les Parisiens parviendraient à un accord avec River Plate, le joyau argentin aurait le dernier mot, ce qui indiquerait le



Liverpool ferme la porte au Barça pour Luis Díaz

Le FC Barcelone a tenté une première approche pour recruter Luis Díaz, mais Liverpool a rapidement fermé la porte. Les Reds considèrent l'ailier colombien comme intransférable.

Le FC Barcelone pensait pouvoir frapper fort sur le marché estival avec Luis Díaz, mais les dirigeants catalans ont été refroidis par la réponse ferme et immédiate de Liverpool, qui a tout simplement refusé de négocier. Selon 'The Athletic', les Reds considèrent l'attaquant colombien comme intransférable, malgré l'intérêt croissant du Barça et de clubs comme Al-Nassr. Arrivé à Anfield en janvier 2022 en provenance du FC Porto, Luis Díaz s'est imposé comme un joueur clé dans l'effectif, en témoigne sa saison 2024-2025 impressionnante: 17 buts et 8 passes décisives en 50 matchs. Son contrat court jusqu'en juin 2027, et bien qu'aucune prolongation ne soit encore à l'ordre du jour, la direction du club anglais ne ressent aucune urgence à agir. Arne Slot, le nouveau manager de Liverpool, a déjà inclus le joueur dans son projet pour la saison prochaine.

Du côté du Barça, on ne panique pas. Le club dont le dirigeant sportif est Deco voit dans cette fermeté anglaise un possible jeu de posture en début de négociation. Le club est conscient que Díaz est séduit par l'idée de rejoindre Barcelone et de jouer sous les ordres de Hansi Flick, mais entend avancer avec patience. Le mercato est encore long, et l'objectif reste de finaliser l'arrivée des cibles prioritaires avant la reprise de l'entraînement, prévue le 13 juillet. Malgré l'absence de volonté de prolonger à court terme, Luis Díaz n'a pas exprimé de désir de départ. Des sources proches du joueur indiquent qu'il est pleinement engagé dans le projet de Liverpool, et que seule une offre exceptionnelle pourrait faire bouger les lignes. Manchester City et plusieurs clubs saoudiens suivent également la situation de près, mais aucune offre concrète n'a encore été transmise. En attendant, Liverpool campe sur ses positions: Díaz n'est pas à vendre, et le club entend bien profiter de ses meilleures années pour briller sur les pelouses. Sauf revirement de situation ou offre astronomique, l'ailier colombien restera un élément central de l'effectif des Reds pour la saison à venir.

Leverkusen recrute le gardien néerlandais Mark Flekken jusqu'en 2028

Le Bayer Leverkusen a annoncé ce mardi l'arrivée du gardien de but néerlandais Mark Flekken en provenance de Brentford pour renforcer le poste de gardien.

Le club a dévoilé la signature dans une vidéo créative mettant en



scène le drapeau néerlandais et soulignant la joie de Flekken de rejoindre l'équipe allemande. Il a signé un contrat jusqu'en 2028, devenant ainsi la dernière recrue de la stratégie de Leverkusen qui avait débuté sous la direction de Xabi Alonso. Mark Flekken quitte Brentford, où il s'était imposé comme une valeur sûre en Premier League. Son départ semble faire partie d'une vague plus large de gardiens de but cet été, avec Brentford qui fait avancer les négociations pour obtenir son remplaçant en la personne de Caoimhin Kelleher, de Liverpool. Le timing suggère que son départ pour l'Allemagne pourrait avoir été influencé par les priorités changeantes du club de l'ouest de Londres sur le marché des transferts.

Leverkusen, conscient de la valeur de ses stars, voudrait conserver une grande partie de son effectif. Liverpool a récemment mis à l'épreuve sa détermination en faisant une offre pour Florian Wirtz, qui a été rapidement rejetée, soulignant ainsi la volonté du club d'assurer la continuité au plus haut niveau. L'arrivée du joueur de 31 ans s'inscrit parfaitement dans cette stratégie: expérimenté, calme et ayant fait ses preuves au plus haut niveau, le gardien néerlandais ajoute de la profondeur et de la fiabilité à une équipe qui cherche à se maintenir parmi l'élite européenne.

OFFICIEL: Jeremie Frimpong signe à Liverpool

Après 5 saisons au Bayer Leverkusen, 190 matchs joués, 30 buts et 44 passes décisives, Jeremie Frimpong fait ses valises et s'apprête à retrouver l'Angleterre. Après l'annonce des départs de Jonathan Tah et de l'entraîneur Xabi Alonso, c'est au tour du néerlandais de faire ses adieux au club allemand.

C'est une nouvelle page qui se tourne pour Jeremie Frimpong. Après cinq saisons pleines au Bayer Leverkusen, le latéral néerlandais s'apprête à retrouver la Premier League. Liverpool a officialisé l'arrivée du joueur de 23 ans, auteur de performances exceptionnelles sous les ordres de Xabi Alonso. Ce transfert s'inscrit dans un été de



transition pour Leverkusen, qui voit plusieurs figures majeures quitter le club après quelques saisons historiques. Après les départs annoncés de Jonathan Tah et de l'entraîneur Xabi Alonso, c'est Frimpong qui fait ses adieux à la BayArena. Un coup dur pour les Allemands, mais une aubaine pour Liverpool.

« L'international néerlandais a signé un contrat à long terme avec les Reds au Centre d'entraînement AXA vendredi, après avoir passé avec succès la visite médicale... Frimpong faisait partie de l'équipe de Leverkusen qui est entrée dans l'histoire en

remportant la Bundesliga et le DFB-Pokal en 2023-24, avec une invincibilité record de 51 matchs qui s'est terminée en finale de la Ligue Europa. Au niveau individuel, le joueur de 24 ans a été nommé dans l'équipe de la saison 2022-23 et 2023-24 de la Bundesliga », a annoncé le club sur ses réseaux sociaux. Alors que son contrat courait initialement jusqu'en 2028, Liverpool a dû déboursé environ 35 millions d'euros pour activer sa clause libératoire et satisfaire son besoin de profondeur et d'intensité sur le flanc droit, après le départ de Trent Alexander-Arnold. Formé à Manchester City, et avec un passage par le Celtic de Glasgow, Jeremie Frimpong revient en Angleterre avec un tout autre statut. Son nouveau contrat avec les 'Reds' s'étend sur cinq saisons, soit jusqu'en juin 2030.